



## Plus déterminés que jamais

Aujourd'hui, 16 mars 2023, Emmanuel Macron a décidé de bafouer la démocratie parlementaire et de mépriser une majorité de Françaises et de Français. Depuis des semaines, les journées de mobilisation organisées, dans le calme par l'intersyndicale, démontrent que l'immense majorité de la population refusent le projet de loi sur la retraite à 64 ans.

Manifestement, ce projet ne recueille pas non plus l'assentiment d'une majorité de députés-es. De fait, cette réforme n'aura jamais été votée par l'Assemblée nationale.

L'utilisation de l'article 49-3 est l'ultime échec du gouvernement d'Élisabeth Borne, incapable d'organiser un débat sain. Face au refus populaire, le texte aurait pu être retiré, désormais c'est le gouvernement qui doit démissionner.

Avec ce recours au 49-3, la grande majorité des électrices et les électeurs bretons ne sauront donc finalement pas ce qu'auraient voté leurs députés de la majorité présidentielle. En effet, à part les députés NUPES et quelques députés de droite qui auraient voté contre le texte issu de la commission mixte paritaire, le silence des députés Renaissance a, depuis le dépôt de ce projet, été assourdissant.

Ce passage en force n'aura qu'un seul effet : renforcer encore la détermination des millions de salarié-es, de jeunes, de demandeurs d'emploi, de retraités qui se sont massivement mobilisés depuis le mois de janvier. Fidèles à la ligne qui a été leur depuis le début du conflit, les quatre Fédérations bretonnes du Parti Socialiste s'en remettent à l'intersyndicale pour déterminer les actions les plus pertinentes pour obtenir le retrait du projet de loi sur les retraites.

Le 16 mars 2023

**Antoine Ravard**, 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral des Côtes d'Armor

**Tristan Foveau**, 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral du Finistère

**Laurence Duffaud**, 1<sup>ere</sup> secrétaire fédérale d'Ille et Vilaine

**Simon Uzenat**, 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral du Morbihan